



Fédération des Centres
sociaux et Socioculturels
de France

www.centres-sociaux.fr

La visée politique du projet fédéral pour la période 2019 – 2022

L'escale en Flandre Maritime

Nous nous sommes retrouvés à plus de 600 personnes de notre réseau, en juin 2018, En Flandre Maritime pour faire un point à mi-chemin dans notre projet fédéral 2014- 2022.

Outre des priorités affirmées pour la deuxième partie de notre projet fédéral (2019 – 2022), le Conseil d'Administration national a souhaité réaffirmer les visées politiques de notre projet. En effet, dans un environnement complexe et en mutation rapide, nous avons – plus que jamais – besoin de nous référer à nos visées politiques ; pour nous donner un socle commun fort, pour nous donner un horizon partagé.

Ce qui a bougé dans l'éco-système socio-politique du centre social depuis 4 ans

En 2017, suite aux Journées Professionnelles de l'Animation Globale d'Angers (du 22 au 24 novembre 2016), nous éditons un livret intitulé « Demain les centres sociaux – Mutations de société et défis pour l'avenir ».

Dans cette publication, nous mettons en évidence les grandes mutations de la société :

- les évolutions démographiques et les enjeux intergénérationnels
- les mutations de l'économie
- les enjeux sociaux et de lien social à l'heure du numérique
- les questions de vivre ensemble, de fait religieux et de laïcité
- les évolutions des territoires et des institutions
- la transition démocratique
- la transition écologique

Ces différentes mutations sont en cours : plus puissamment, plus rapidement encore qu'il y a 2 ans.

Elles affectent désormais les habitants dans leur vie quotidienne. Elles contribuent à des sentiments souvent mêlés d'impuissance, de colère, de résignation, de rejet du politique. Elles augmentent l'angoisse ; elles affaiblissent l'espoir dans l'avenir.

La crise écologique n'est plus virtuelle.

Les inégalités continuent à augmenter.

La démocratie est malade.

La question de la démocratie est particulièrement sensible. Les habitants ne souhaitent plus choisir des représentants par défaut, des représentants qui décident en leur nom entre deux élections. La démocratie, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui est remise en cause. L'institutionnel, l'organisé sont rejetés. Il en va de même pour les corps intermédiaires, politiques ou syndicaux, à l'exception des associations, qui suscitent encore confiance et enthousiasme de la part d'une majorité de Français. Il n'y a jamais eu autant de personnes engagées.

Tout en rejetant cette démocratie « descendante », certains recherchent des solutions parfois simplistes chez des leaders souvent charismatiques ; avec un risque de dérive populiste réel.

Et pourtant ...

Il y a tant de raisons d'espérer, de s'enthousiasmer : si les transitions font peur, elles sont également le terreau de nouvelles aspirations, d'envies d'agir, d'expérimentations et d'innovations, de quête de sens. Contrairement à la vision néo libérale selon laquelle il n'y aurait pas de société mais que des individus, nous continuons à faire société, à agir collectivement pour la transformer. En témoignent les nombreuses initiatives individuelles et collectives pour agir en faveur d'une transition écologique et solidaire. En témoigne également le développement de l'engagement bénévole (plus de 15 millions de bénévoles en France – un nombre en hausse), la solidarité dont font preuve un grand nombre de Français en direction des précaires et des réfugiés climatiques ou des conflits. Nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus du monde tel qu'il est, avec ses injustices et qui ont pleinement conscience que notre modèle actuel nous emmène droit dans le mur, notamment compte tenu des enjeux écologiques.

En témoigne également la pluralité et la multiplicité des mouvements sociaux (qui ne relèvent pas tous du fait syndical loin s'en faut) qui attestent d'une forte revendication de plus d'autonomie, de plus de subsidiarité, de plus de solidarité et la conviction largement partagée que les femmes et les hommes ont tous droit à une égale dignité. Nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus du monde tel qu'il est, qui ne supportent plus ses injustices.

Et les centres sociaux ...

Les centres sociaux, sont comme tous les acteurs du pays, concernés, impactés par les transformations en cours.

Des modèles socio-économiques questionnés, des modes d'organisation démocratique bousculés, une difficulté à trouver le sens de l'action dans un environnement mouvant sont autant d'effets qui fragilisent les centres sociaux.

Pourtant, dans notre réseau, de très nombreux centres sociaux inventent, expérimentent, réfléchissent, construisent des solutions nouvelles chaque jour.

Ils sont confrontés à un double défi :

- celui de faire évoluer leur fonctionnement pour s'adapter aux évolutions sociétales – tout en renforçant leur projet politique,
- et celui d'accompagner les habitants dans leurs projets ou difficultés, de créer les conditions du débat, de proposer des espaces de réflexion et de compréhension sur ce qui nous arrive ...

Mais ils sont prêts à ces évolutions : forts d'un projet centré sur l'ascendant, le faire avec les habitants, le transversal, la solidarité, le dialogue et le débat !

Les visées politiques du projet fédéral

DEMOCRATIE

Nous agissons pour une DEMOCRATIE VIVANTE et renouvelée dans laquelle les habitants ont une place, peuvent agir et peser sur les décisions, renforcer leur pouvoir d'agir sur les questions importantes pour eux.

Renforcer le pouvoir d'agir des habitants, cela signifie¹ :

- Promouvoir des dynamiques de conscientisation ; c'est-à-dire permettre aux personnes de mieux comprendre les « systèmes » qui les entourent pour se donner les moyens d'agir.
- Accompagner des dynamiques d'auto-organisation ; c'est-à-dire accompagner le développement d'actions basées sur l'entraide, la solidarité, l'action collective pour dépasser une difficulté
- Exercer un pouvoir d'influence sur la définition et le pilotage des dispositifs publics ; c'est-à-dire pouvoir peser sur les décisions qui impactent la vie des habitants sur les territoires.

Nous souhaitons contribuer à une société où ...

- les individus se sentent pris en compte
- les individus ont les moyens d'appréhender la complexité, de développer leur libre-arbitre,
- les individus sont capables d'influer sur les choses qui les concernent,
- les habitants « acteurs » prennent la main et ne subissent plus,
- la démocratie est plus délibérative : habitants et « représentants » dialoguent, débattent, co-construisent avant de décider
- la coopération prend le pas sur la concurrence

Mais aussi, une société où les personnes s'engagent, assument des responsabilités.

Et un centre social :

- où les habitants sont réellement au portage politique et au pilotage du projet. Le centre social comme « foyer d'initiatives porté par les habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire »²
- où l'on expérimente une démocratie délibérative. Le centre social est un formidable lieu pour inventer une démocratie plus vivante, plus ouverte, plus exigeante.
- où l'on est en capacité d'organiser des débats sur les questions qui concernent les habitants : « documentés », avec des méthodes qui favorisent la parole de tous les participants, avec des méthodes qui permettent l'expression des désaccords mais qui construisent également du commun.

FAIRE SOCIÉTÉ :

Nous agissons pour favoriser, développer et soutenir (et parfois re-crée) LE LIEN SOCIAL. Le lien social se construit sur l'entraide, le partage, le don / contre-don, l'attention aux autres, l'altruisme.

Nous souhaitons contribuer à une société où ...

Les personnes d'origines (sociales, culturelles, ...) différentes se rencontrent, dialoguent, partagent. La mixité sociale, l'altérité sont vécues comme des richesses.

Les personnes se reconnaissent mutuellement et s'entraident dans la vie quotidienne.

1 Voir La Fabrique des Possibles – Projet fédéral 2014-2022, page 9

2 Charte fédérale des centres sociaux et socioculturels de France – page 3

Et un centre social :

- qui anime une veille sociale sur son territoire
- qui favorise l'émergence de projets collectifs qui font « rêver réaliste », qui donnent du sens, qui donnent un horizon commun
- qui favorise et accompagne des projets collectifs créant du lien, plus de solidarités
- qui dialogue, coopère, co-construit avec d'autres acteurs, qui soutient les initiatives du territoire

JUSTICE SOCIALE

Nous agissons pour plus de JUSTICE.

Nous souhaitons affirmer et défendre les droits des personnes, contribuer à la réduction des inégalités (de revenus, culturelles, sociales, ...), favoriser l'accès aux droits, éviter le non recours, ...

Nous souhaitons contribuer à une société où ...

Chacun.e peut avoir accès à une « Vie Bonne » (« Buen Vivir ») : accès à la culture, accès à l'éducation, droit au répit, droit aux vacances, droits sociaux, protection sociale, accès au numérique, ... pour un bien-être personnel, familial et sociétal

Nous luttons contre les assignations (pauvreté, ignorance...) : reconnaissance sociale, dignité, s'appuyer sur les ressources des personnes.

Et un centre social :

- en veille sur son territoire
- qui porte une attention particulière à ceux qui sont en situation d'injustice : les repérer, les comprendre, proposer, agir avec eux

Promouvoir, mettre en œuvre des outils et méthodes qui permettent aux habitants d'agir sur leurs situations d'injustice (méthodes du développement du pouvoir d'agir)

Les 3 priorités politiques issues de l'Escale

L'Escale en Flandre Maritime de juin 2018 a validé notre action sur les questions relatives au **développement du pouvoir d'agir** depuis 2014. Nous avons acté que nous souhaitons même aller plus loin, plus fort sur ces questions.

Nous avons également affirmé l'importance des **habitants au portage politique et au pilotage dans nos projets**

Ainsi que l'importance de poursuivre nos expérimentations pour **développer nos marges de manœuvre dans nos modèles économiques**.

L'escale a également affirmé l'importance :

- du renforcement de l'**essaimage des outils construits dans le réseau** sur ces enjeux,
- de la stratégie de **qualification des acteurs** en lien avec les enjeux de portage politique (pour les bénévoles essentiellement mais aussi pour les professionnels) et avec les enjeux de DPA / une stratégie qualification où l'on agit et se forme en parallèle (la formation ne doit pas être un préalable à l'action)
- de nos stratégies de **communication** (faire savoir ce que nous faisons – auprès des partenaires mais aussi auprès du grand public) et de nos stratégies d'**influence** (avec une priorité : les collectivités locales qui sont nos premiers financeurs)
- de la **mesure d'impact social** et d'évaluation de nos actions.

Qu'est-ce qui nous fait dire qu'il faut plus de développement du pouvoir d'agir et plus de portage politique des centres sociaux par les habitants ?

Lors de l'Escale de juin 2018 en Flandre Maritime, le réseau a affirmé qu'il fallait aller plus loin, plus fort sur la question du développement du pouvoir d'agir des habitants et sur la question du portage politique du projet par les habitants.

Renforcer le développement du pouvoir d'agir ... parce que :

C'est un processus qui permet d'avancer, de donner les moyens aux habitants d'agir sur leur environnement, sur les « cailloux dans la chaussure »

C'est un processus efficace pour accompagner les collectifs d'habitants et changer les situations

Cela permet de rompre avec le sentiment d'impuissance

Cela permet aux habitants d'être acteurs, de ne pas subir, d'exercer leur libre arbitre

Renforcer le portage politique des centres sociaux par les habitants, pour être en cohérence avec la définition du centre social portée dans notre charte (« foyer d'initiatives porté par des habitants ») ... parce que :

C'est contribuer à la reconsolidation de la démocratie : maintenir, expérimenter, développer des espaces de démocratie vivante dans les territoires

Cela permet d'expérimenter des alternatives concrètes à la construction des politiques publiques de façon descendante. Ici les habitants ont le pouvoir d'agir pour leur territoire à partir de questions importantes pour les habitants - en lien avec les collectivités, les autres acteurs associatifs du territoire. Nous sommes dans l'expression d'une démocratie ascendante et ouverte.

Cela permet aux habitants de s'approprier le « politique », les affaires de la cité.